

[Text]

the other very obvious reason is that there is an interrelationship between health in the Indian community and other socio-economic problems. I wonder if we might get that straightened out right at the outset, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Kroeger, do you want to answer that? Or Mr. Brown?

Mr. A. Kroeger (Deputy Minister, Department of Indian and Northern Affairs): Mr. Chairman, Mr. Holmes is quite correct when he says there is an area of common interest here. We have been having discussions with the Department of Health and Welfare and some of us here today, I think, are reasonably up to date on the state of those discussions which are not yet concluded—so I will not be able to give him final answers to some of the questions he may have in mind. We will deal as broadly as we can with questions related to this, bearing in mind that in the end the appropriations are those of the Minister of Health and Welfare rather than of our Minister and we will try to avoid giving erroneous information about another department. We will try to respond to any questions the Committee may have.

Mr. Holmes: Fine, that is satisfactory, Mr. Chairman. I am not so sure we will commence on that particular area today.

I want to ask two or three general questions, in the first instance. As you are all aware, the Minister of Finance and the President of the Treasury Board indicated that there would be, as I recall it, \$2 billion that would be cut from the budget for the fiscal year 1979-1980. How real are these cuts and, specifically, can you identify within the Department of Indian Affairs and Northern Development and National Parks where these cuts are for the projected year 1979-80?

Mr. Kroeger: Yes I think we can respond quite fully to that, Mr. Chairman. In our perspective, the cuts, so far as our department was affected, were very real. I will ask in a moment Mr. McGilp and Mr. Davidson to talk about the reductions that were made in their two programs. I will just say a general word first.

The Minister was successful in persuading his colleagues on the Treasury Board and in the Cabinet that, because of pressing needs in the Indian Affairs area, the programs of the department should not be reduced. The only reduction that was made in the summer cutting exercise was a \$1 million reduction, which we have achieved by cutting headquarters staff by approximately 10 per cent—we hope without significant consequences for the direct delivery of services in the regions. To my knowledge, there are very . . .

Mr. Holmes: Mr. Chairman, may I interrupt for a moment?

The Chairman: Yes.

Mr. Holmes: I perhaps did not phrase my questioning quite accurately—perhaps you are going to answer it anyway. I

[Translation]

y a un certain rapport entre la santé et les problèmes socio-économiques des collectivités indiennes. Est-ce que nous pourrions tirer cela au clair dès le début, monsieur le président?

Le président: Monsieur Kroeger, voulez-vous répondre à cette question? Ou Monsieur Brown?

M. A. Kroeger (sous-ministre, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Monsieur le président, M. Holmes a raison lorsqu'il dit que nous avons ici un domaine d'intérêt commun. Nous en avons discuté avec le ministère de la Santé et du Bien-être social, et certains d'entre nous sont au courant des progrès réalisés au cours de ces discussions qui ne sont pas encore terminées—je ne pourrais donc pas fournir de réponse définitive à certaines des questions que le député pourrait poser. Nous répondrons de façon aussi générale que possible, en tenant compte du fait que c'est le ministère de la Santé et du Bien-être social qui reçoit les subsides et non notre ministère, et nous essayerons de ne pas donner de renseignements erronés au sujet d'autres ministères. Nous essayerons de répondre à toutes les questions que les membres du comité voudront poser.

M. Holmes: Très bien, cela me satisfait, monsieur le président. Je ne suis pas sûr que nous étudierons cette question en particulier, aujourd'hui.

Je veux poser deux ou trois questions de portée générale, tout d'abord. On sait que le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor ont annoncé des réductions budgétaires de l'ordre de 2 milliards de dollars pour l'année financière 1979-1980. Je voudrais savoir si ces réductions sont bien réelles, et plus particulièrement, si vous pouvez identifier au sein du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de la direction des Parcs nationaux, des programmes qui pourraient être touchés par les réductions prévues pour 1979-1980.

M. Kroeger: Je crois que nous pouvons répondre à cette question, monsieur le président. Nous estimons les réductions bien réelles au sein de notre ministère. Je demanderai dans un moment à MM. McGilp et Davidson de vous parler des réductions qui vont toucher leurs deux programmes. Je voudrais cependant dire auparavant quelques mots de portée générale.

Le ministre a réussi à persuader ses collègues au Conseil du Trésor et au Cabinet qu'il ne fallait pas réduire les programmes du ministère en raison des besoins pressants dans le domaine des affaires indiennes. Le ministère n'a été touché que par une seule des réductions annoncées au cours de l'été, lorsqu'on a réduit le personnel du bureau principal d'environ 10 p. 100, ce qui représente une réduction budgétaire de 1 million de dollars, et nous espérons que cela n'a pas eu de conséquences trop graves sur les services fournis dans les régions. A ma connaissance, il y a eu . . .

M. Holmes: Monsieur le président, puis-je intervenir pour un instant?

Le président: Oui.

M. Holmes: Je n'ai peut-être pas bien formulé ma question—peut-être allez-vous y répondre de toute façon. Je sais